

Il y a pourtant bien assez d'assistés sociaux et de chômeurs maintenant. L'article continue:

... M. Solandt a également reproché au cabinet d'insister pour que la Corporation de développement du Canada réalise immédiatement des profits...

Cependant, M. Solandt, ancien vice-président des Chemins de fer Nationaux du Canada et de De Havilland Aircraft of Canada, a signalé l'importance cruciale de la façon dont le gouvernement intervenait.

Raison de plus pour étudier ce bill à fond. On pourrait s'étendre à l'envie sur tous ces articles qui témoignent de l'inquiétude des rédacteurs financiers des diverses provinces du Canada.

Il y a lieu de signaler le discours récent du ministre de l'Environnement (M. Davis). Le document circonstancié devant faire l'objet de la discussion lors d'une réunion spéciale de l'Association libérale de Capilano, dans le nord de Vancouver, s'intitulait «What do Western Liberals Want?». Un sous-titre se lisait comme suit: «Less Protectionism in Canada». Avec le gouvernement actuel, on se dirige lentement vers l'isolationisme, alors que le Canada a tellement besoin de faire des échanges. Voici un autre titre: «Wanted: Less Protectionism in Canada», et encore un autre: «Wanted: More Foreign Capital for Expansion» et l'article expose ensuite toute la question.

Je vois que le député de Provencher (M. Smerchanski) est d'accord avec moi. Je suis heureux de penser que même si nous ne sommes pas d'accord du point de vue politique, nous le sommes ici en théorie. C'est toujours un plaisir pour moi de voir les députés de l'Ouest s'entendre sur certaines questions. Que veulent les gens de l'Ouest, monsieur l'Orateur? D'après l'alinéa 4 de la page 6, ils veulent plus de capital étranger pour fins d'expansion. Le Canada est mieux en mesure aujourd'hui de financer l'expansion industrielle, au pays et à l'étranger. On en a la preuve dans l'excédent de notre balance des paiements. Le ministre a signalé certaines autres choses que désirent les libéraux de l'Ouest du pays. Je me demande où étaient les membres libéraux du cabinet représentant les provinces de l'Ouest quand on a discuté de la chose.

• (1640)

A l'alinéa 5, on peut lire: «Wanted: more projects and less red tape». Ce bill-ci va-t-il donner ce résultat? J'en doute. A l'alinéa 6, on peut lire: «Wanted: less government and more tax cuts». Je doute que nous en arrivions là. L'alinéa 7 indique que les libéraux de l'Ouest veulent qu'on décentralise les prises de décision. Le gouvernement va-t-il faire en sorte d'en arriver là? Non. Cette question relève du ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Pepin). Qu'est-ce que les libéraux de l'Ouest exigent du gouvernement? Ma foi, peu importe ce qu'ils exigent, ils ne l'obtiennent pas du gouvernement actuel. La chose devrait être claire pour le député de Provencher (M. Smerchanski), qui m'écoute attentivement, et les autres libéraux de l'Ouest.

M. Woolliams: Et même pour M. Lang.

M. Horner: Quelle solution assurerait une plus grande proportion de la propriété canadienne aux Canadiens dans le domaine de l'industrie? On pourrait dire de la richesse qu'elle signifie les biens et services exigés par la population. Une bonne partie du labeur exigée pour la production de richesses a été graduellement transmise par l'homme aux machines, depuis 200 ans, grâce aux inventions techniques; ce sont les machines maintenant qui produisent la plus grande partie de nos richesses d'ordre économique et qui continueront de le faire de plus

en plus avec le temps. On pourrait dire des machines de production que ce sont les principaux instruments de production. Pour acheter ces instruments, un homme a besoin d'argent. Demandons-nous si nous voulons que la plus grande partie de notre capital soit entre les mains de l'État, comme le veulent les socialistes, entre les mains de quelques personnes ou de plusieurs.

Certes, suivant la doctrine du parti conservateur, que j'appuie, ce capital doit appartenir à autant de Canadiens que possible. Que fait le gouvernement pour encourager les Canadiens à investir au Canada? Je prétends qu'il les en décourage.

Une voix: Lisez le budget.

M. Horner: Un député me dit de lire le budget.

L'hon. M. Stanfield: Il est trop déprimant.

M. Horner: Je suis reconnaissant à la constitution de prévoir des élections tous les quatre ou cinq ans, car, à l'approche des élections, le ministre des Finances, d'ordinaire, présente un budget favorable. Il permettra l'amortissement accéléré du coût des machines achetées par certaines industries. Cependant, que dire des réductions d'impôt? Le budget ne renferme rien pour le cultivateur, ni pour l'industrie de fabrication. L'an dernier, 975 sociétés liées à l'industrie d'alimentation, ont fait faillite. Le budget ne prévoit rien pour elles. La plupart de ces compagnies étaient canadiennes.

M. Woolliams: Un œuf ne constitue pas une omelette!

M. Horner: Si l'État est propriétaire de la majeure partie du capital, à lui alors de décider comment doivent être distribuées les richesses produites. C'est ce qui arrive en Russie et en Chine, et c'est ce que veulent les membres du groupe Waffle et ceux qui épousent sincèrement la doctrine néo-démocrate. A leur congrès de leadership, le chef actuel, le député de York-Sud (M. Lewis) a admis qu'il en est convaincu mais ne pouvait le dire puisque, alors, on ne l'éliminerait pas. On voit donc là quels sont ses principes fondamentaux.

Le chef de mon parti a déclaré que nous n'offrons pas assez d'encouragement aux Canadiens, alors que nous devrions en offrir suffisamment.

M. Benjamin: Tous les géants viennent de l'Alberta.

M. Horner: Si les géants pouvaient quitter la Saskatchewan, ils le feraient; tous les autres sont partis.

M. Woolliams: Excellent, Jack. Ce garçon a également épousé une jeune fille de l'Alberta.

M. Horner: Il faut encourager les Canadiens à investir au Canada. Au lieu de prélever uniformément l'impôt sur les gains en capital, appliquons-le plus sévèrement aux gains d'entreprises étrangères dans lesquelles des Canadiens investissent. Nuançons l'application de cette loi et encourageons ainsi les Canadiens à investir dans des entreprises canadiennes. Si nous prolongeons le régime actuel qui consiste à accorder des subventions énormes à d'énormes entreprises, nous nous apercevrons que la majeure partie de notre économie est contrôlée par des entreprises internationales ou par une énorme entreprise canadienne. Croyez-moi: toutes ces firmes travaillent dans l'intérêt de leurs actionnaires et sont uniquement motivées par le gain. Il est possible que Massey-Ferguson soit une société canadienne dans la mesure où elle exerce son activité au Canada mais elle fait de son mieux pour